

Les sept dérives d'Abdoulaye Wade

Ou la descente aux enfers du « Sénégal qui gagne »



Passage à tabac¹, arrestations et emprisonnements arbitraires de journalistes², morts étranges³, utilisation de milices aux fins d'intimidation par la violence⁴, dégradation et corruption gravissime de l'appareil d'état⁵, justice caporalisée et déliquescence. Silence du pouvoir.

Voici donc aujourd'hui, les fruits du changement espérés par une nation éreintée, qui porta au pouvoir, par la lutte démocratique et aux cris de « sopi ! », il y a huit ans, le régime Wade.

Leur goût est, ces temps-cis, bien amer.

¹ Pour les plus récents : **30/03/2008** Dakar. Le 30 mars vers 16 heures, le Groupement mobile d'intervention (GMI) de la police sénégalaise a violemment dispersé un rassemblement organisé par l'Association des consommateurs sénégalais (Ascosen), visant à protester contre l'augmentation des prix des denrées de première nécessité. La marche prévue, à laquelle s'étaient associés plusieurs hommes politiques de l'opposition, avait été interdite par le préfet de Dakar. Lors de la dispersion, plusieurs journalistes ont été agressés par la police. Ousmane Mangane, du quotidien privé Walf Fadjri, a été neutralisé à l'aide d'une matraque électrique alors qu'il s'approchait d'une députée malmenée par la police. Les forces de l'ordre ont également contraint Serigne Diagne, du site d'information Senactu, à effacer les photographies qu'il avait prises des affrontements. Macoumba Mbodj, de la station privée Radio Futur Média (RFM), a été agressé et ses documents de travail détruits. La caméra d'un journaliste de la chaîne privée Canal Info a été jetée à terre. Vers 19 heures, des agents de la Division des investigation criminelles (DIC) ont fait irruption au siège de la chaîne privée Walf TV, alors que des images de la répression de la manifestation étaient diffusées. Les policiers ont exigé l'arrêt de la diffusion des reportages sur les affrontements et demandé que leur soient remis les supports originaux. **21/06/2008** Dakar. Boubacar Kambel Dieng et Karamoko Thioune agressés sauvagement par la police lors d'un match de football. M. Dieng sera hospitalisé pendant une vingtaine de jours. Dans un communiqué publié le 10/07/2008, le ministère de l'Intérieur va innocenter les policiers : M. Dieng est accusé d'avoir "provoqué l'affrontement en assénant un coup de poing à l'un des gradés" de la police et en "proférant des propos injurieux" envers les policiers ... **26/06/2008** Dakar. Ousmane Mangane, et un caméraman du groupe de presse Walf Tv ont été molestés par des militants du Parti démocratique sénégalais (parti au pouvoir). Ces derniers ont ensuite livré le journaliste et le caméraman à la police qui n'a pas hésité à les interpellés.. La liste est incomplète.

² **2004** : Madiambal Diagne directeur de publication « Le Quotidien », incarcéré 18 jours à la prison centrale de Dakar, notamment pour « diffusion de correspondances et de rapports secrets » et « diffusion de nouvelles tendant à causer des troubles politiques graves ». **2005** : Fermeture de tous les relais dans le pays de la radio privée Sud FM, et interpellation de son personnel. **2007** : El Malick Seck, responsable d'un site d'information en ligne « rewmi.com », Pape Amadou Gaye, directeur de publication du quotidien privé « Le Courrier », Moussa Guèye et Pape Moussa Doukar, respectivement directeur de publication et employé du quotidien « L'Exclusif » incarcérés. **2008** : condamnation, le 12 septembre, du directeur de publication du quotidien privé « 24 Heures Chrono », El Malick Seck, à trois ans de prison ferme pour avoir diffamé le chef de l'Etat. La liste est incomplète.

³ L'assassinat de Me Babacar Sèye par exemple, à propos duquel, le journaliste Abdou Latif Coulibaly dans son livre " Affaire Maître Sèye : un meurtre sur commande" mettra en cause directement le pouvoir. Penda Kébé et Kéba Diop dont on aimerait connaître les raisons des suicides - par immolation - etc.

⁴ Dernières en date : **27/07/2008** Le ministre Farba Senghor demande aux ministres et fonctionnaires de ne plus « acheter certains journaux jugés trop hostiles au gouvernement », ajoutant la promesse d'un « redressement fiscal » à ces derniers. Le même jour, des instructions ont été données pour que les services publics pratiquent un boycott publicitaire des journaux incriminés. **01/08/2008** Interrogé par Walf TV sur son possible mariage avec l'une de ses collaboratrices, le ministre a menacé de mort le journaliste Papa Ngagne Ndiaye, selon ce dernier. **17/08/ 2008** Dans la nuit du 17 au 18 août, une dizaine d'hommes munis d'armes blanches et de bombes lacrymogènes ont fait irruption dans les locaux des quotidiens privés 24 heures et L'As, dans le quartier résidentiel Sacré-Coeur 3 Polytechnique, et ont détruit le matériel de fabrication de ces journaux. Ces hommes circulaient à bord d'un véhicule 4x4 immatriculé « AD », le code minéralogique utilisé par les véhicules de l'administration. M. Farba Senghor, secrétaire national à l'organisation et à la propagande au Parti Démocratique Sénégalais (parti au pouvoir) et ministre de la république au moment des faits, déclarait dans un communiqué publié la semaine précédant l'agression, qu'il allait s'attaquer physiquement à plusieurs journaux, en citant nommément "24 Heures Chrono" et "L'As", comme l'a rappelé le directeur de publication de 24H Chrono, El Malick Seck.

⁵ Voir le classement du Sénégal en matière de corruption (Transparency International -http://www.icgg.org/downloads/CPI_2008.xls lien actif au 23/09/2008)

1 - L'affaiblissement de l'appareil d'Etat

L'arrivée au sommet de l'Etat d'Abdoulaye Wade intervient en mars 2000. A bout de forces, celui-ci va voir une mobilisation populaire, sans précédent, le porter au pouvoir. Le président nouvellement élu, devra, alors, gérer une transition d'importance : diriger une nation, et non plus un parti politique, au moment même, ou, sur le tard, il était prêt à renoncer à la compétition électorale.

Pour répondre à cette exigence, face à un appareil d'état, produit par plusieurs décennies d'administration socialiste⁶, le nouveau président opère, en ce début de mandat, des changements au sein de l'administration. Afin de répondre à l'expression des urnes, et, pour être obéi selon sa charge. Il s'agira, dès lors, de placer des femmes et des hommes politiquement sûrs, aux commandes de l'Etat.

Abdoulaye Wade, va donc arbitrer entre trois caractéristiques essentielles pour la désignation de la nouvelle administration : la compétence technique, la loyauté politique, et, la compatibilité avec ses conceptions de la pratique du pouvoir. De cet équilibre délicat, vont alors dépendre, les espoirs de millions de sénégalais.

Le choix du nouveau président va se révéler désastreux : prioriser la médiocrité en raison de l'allégeance.

A un point tel, que s'en suivra, progressivement, une situation de déséquilibre jamais expérimentée au Sénégal, même sous l'administration socialiste. Des ministres d'importance, des dirigeants de sociétés d'état, des hauts fonctionnaires vont être nommés, sans la moindre expérience ou qualification leur permettant raisonnablement d'assurer leur charge⁷, et ce, dans une proportion si importante, que la crédibilité de l'Etat s'en trouvera directement engagée, comme on va le voir par la suite.

Dans un pays qui regorge alors de ressources humaines d'une grande qualité⁸, désireuses de s'investir et sans affiliations politiques incompatibles avec le nouveau régime, c'est la fin annoncée de toute possibilité « d'union sacrée » réelle, et le début d'un immense gâchis.

Le pays, secoué par des crises sociales et dont l'économie est encore sous perfusion, ne peut pourtant se le permettre.

2 - La personnalisation du pouvoir

Les implications de ce déséquilibre – connu et voulu par le pouvoir⁹ - vont dès lors, se traduire par une accélération de la centralisation, à la présidence, des grands dossiers du pays – en particulier économiques et financiers - transformant, de fait, la pratique institutionnelle, en présidentialisation excessive et hors de tout contrôle, d'un pouvoir dédaigneux de son propre mandat électoral : changer le Sénégal en mettant un terme aux pratiques anciennes de corruption et d'autocratie.

⁶ Celles de Senghor, puis d'Abdou Diouf (au sein de laquelle Abdoulaye Wade fut ministre d'état ... sans portefeuille).

⁷ Déjà très affaiblie sous Diouf, dans les années 90 par la perte de ses agents les plus qualifiés, l'administration va voir arriver des ministres dont les qualités intrinsèques sont parfois incontestables, mais sans rapport avec la fonction. On épargnera ici leur nom. D'autres nominations en revanche, comme le furent celles d'Adama Sall et de Farba Senghor, relèvent de la pure provocation, l'un pour sa manière de servir, l'autre pour son absence de manières. En matière de stabilité gouvernementale, en huit ans le Sénégal va connaître au moins neuf remaniements et autant de réaménagements. Cette fréquence, exprime en creux, les « problèmes » répétés du recrutement. Et partant, ceux du recruteur en chef.

⁸ On ne compte plus les sénégalais issus des grandes écoles, françaises, américaines ou canadienne.

⁹ On rappelle ici l'instabilité gouvernementale. Les portefeuilles ministériels seront pendant cette période, des pompons que les membres de la cour vont essayer d'attraper, sous l'œil amusé du chef qui les agite, comme jadis dans les manèges. Cette manie du remaniement, dans un pays qui pleure ses ICS (Industries Chimiques du Sénégal), va booster en revanche les ICT (industries chimiques traditionnelles) : la demande en *prières*, *gri gri* et autres *safara* des ministres apeurés ou des prétendants motivés, dépassant sans doute loin celle des phosphates, va faire exploser le marché magique des *marabouts-casse-croûte*.

Cette personnalisation du pouvoir n'empêchera pas Abdoulaye Wade, le libéral, de faire se constituer des gouvernements comptant jusqu'à trente-huit ministres¹⁰, plus ou moins désœuvrés pour l'essentiel, afin de satisfaire sa clientèle ou ses propres lubies.

Une nuée étonnante de conseillers, va également s'abattre sur le palais et son occupant. On pourra y compter, les « mécènes » des mauvais jours¹¹, dont certains sont à la recherche d'un retour sur investissement ; les partisans de la vingt-cinquième heure, dont la radicalité nouvelle n'a d'égale que la compromission passée avec l'administration socialiste ; les griots « intellectuels » divers et variés, défroqués par la « faim », etc.

La présidentialisation du pouvoir sera rapidement, inscrite dans la constitution¹², après un débat public ou l'on vit, à la télévision publique sénégalaise, une mise en scène grotesque d'Abdoulaye Wade en roi nègre, trônant sur une hauteur, avec la représentation géante d'un lion, et, répondant en souverain à une plèbe encadrée.

C'est donc sur tous les fronts, que la responsabilité personnelle d'un président, désormais omnipotent, va se trouver engagée.

3 - La reproduction d'une classe politique décadente

Sur le plan de la politique intérieure, Wade va littéralement racheter au sein du cheptel de l'ancien parti au pouvoir, un nombre considérable de têtes¹³. Il va les choisir dans l'immense troupeau d'hommes et de femmes, dont les convictions politiques, après l'alternance, ont pu faire rire jusqu'aux ânes du Fouta, et, que l'on a vu se battre pour braire au plus fort leur allégeance à Wade, sous le regard stupéfait de leur compatriotes¹⁴, qui, pourtant, on en vu d'autres. Djibo Ka, en tant que véritable artiste de la volte-face politique, a été peut-être, l'incarnation indépassable¹⁵ de cette transhumance politique.

Il n'est malheureusement pas le seul, on l'a vu, à être un objet politique quantique au pays de la Téranga. Il faut reconnaître qu'une grande partie de ces « rachats » politiques, à l'image de leur objets, n'ont pas couté bien cher pour leur ralliement. Rappelons encore une fois, que, bien souvent, ces « transhumants », sont, en bétail politique apeuré, venus s'offrir d'eux même au nouveau berger, afin de conserver une situation devenue précaire, et, dans bien des cas, pour s'éviter un passage « traumatisant » devant un magistrat ou un policier, qui, soudainement réveillé et curieux, s'étonne. D'un niveau de vie remarquable, d'une gestion ésotérique des deniers publics.

Combien d'hommes et de femmes, partisans farouches et déclarés de l'administration Diouf, ont-ils « réalisés leurs erreurs », le temps d'une confession au palais, pour devenir ensuite les zéloteurs grotesques de leur nouveau maître ?

Ce furent certainement des moments d'une grande jouissance pour Abdoulaye Wade. Mais, une jouissance qui devint inquiétante, lorsque, par trop, il chercha à la renouveler : l'humiliation, même à bon droit, fini par empoisonner celui qui l'inflige. Insidieusement, elle s'installe dans l'ordre normal du rapport à l'autre.

¹⁰ Pour un pays pauvre, de onze millions d'habitants.

¹¹ Sous Wade I par exemple : Alain Madelin et quelques autres « anciens » militants d'extrême-droite et thuriféraires de l'apartheid comme Anne Méaux, Marc Bousquet, Pierre Aïm l'ami oublié de Saga, « tonton » Jean-Pierre Pierre Bloch, Charles Pasqua et les amis casinotiers de la corsafrique, etc.

¹² Réforme constitutionnelle de 2001. La présidentialisation, tendance de fond des régimes sénégalais (en particulier sous Diouf avec le Secrétariat général de Jean Collin), va s'amplifier sous Wade.

¹³ Assane Diagne, Adama Sall, Abdoulaye Diack, Landing Sané, Aida Ndiongue, Mbackiou Faye, Alioune Kebe, Lamine Thiam, Salif Bâ, Mbaye Jacques Diop etc. La liste est interminable.

¹⁴ « Presque tous les soirs, la télévision nationale au cours de son journal télévisé se complait dans la diffusion d'images montrant les transhumants politiques en compagnie du président Wade qui affiche un malin plaisir à accueillir ses détracteurs d'hier. Les Sénégalais stupéfaits regardent défiler sur leur petit écran des personnalités qu'ils espéraient ne plus revoir dans les allées du pouvoir. » *Le « nomadisme politique » a commencé*, (http://www.rfi.fr/actufr/articles/009/article_4700.asp) RFI, Paris.

¹⁵ Ancien ministre multi-casquettes d'Abdou Diouf, "DLK" a successivement fait scission avec le PS (1996), créé son parti : l'Union pour le renouveau démocratique (1998), s'est rallié à Abdou Diouf au deuxième tour de l'élection présidentielle (2000), déclaré qu'Abdoulaye Wade le faisait "vomir"... pour finalement devenir son ministre du Commerce maritime depuis le 22 avril 2004. Et déclarer, sans ciller, le 8 mai dernier que "combattre ce gouvernement, c'est combattre Dieu" – *Gri Gri International* n°35, Paris, 2005.

« Si tu regardes longtemps dans l'abîme, l'abîme aussi regarde en toi » avertissait, il y a longtemps, Nietzsche.

Le Sénégal a connu plus de neuf remaniements ministériels et cinq chefs de gouvernement en huit ans. On ne compte plus les ministres congédiés comme de simples valets.

Assez vite, des figures emblématiques de l'administration Diouf, honnies par les sénégalais pour leur manière de servir, vont donc réapparaître dans les nombreuses listes des gouvernements « Sopi ».

Une grande partie des malheurs du Sénégal, s'explique par le manque absolu de scrupules qui caractérise l'essentiel de son personnel politique de premier plan. Mais ceux-là dirons : « on a les élus qu'on mérite ». C'est très douloureux à reconnaître pour un sénégalais, mais, jusque là, ils n'ont pas tout à fait tort.

Coproducte avec enthousiasme par un personnel politique sénégalais plus soucieux du millésime des véhicules de fonction, que du bien être des populations, cette décadence citoyenne signe sans doute l'aspect le plus grave des dérives du pouvoir.

4 - Le populisme poussé jusqu' au mépris absolu de la dignité d'un pays

Mentalement « bunkerisé » par son égo, prisonnier de ses propres conceptions de la gouvernance et des rapports de pouvoir, Wade, face à la réalité, va alors choisir très vite la fuite en avant. Cette fuite va prendre un nom popularisé par son entourage: la « vision du président ». Vision, un mot qu'il faudra bientôt conjuguer au pluriel, tant l'expression des projets présidentiels est parfois hallucinante. Qu'on en juge :

- Annonce de l'achat de sept rames de TGV dans un pays où la sécurité énergétique, de base, n'est pas assurée¹⁶
- Mais, construction envisagée de tranches nucléaires civiles¹⁷. Après la faillite absolue des secours portés au Joola et les conditions d'exploitation désastreuses de ce bâtiment, pour lequel, personne - à part le commandant du navire, opportunément mis en cause après sa disparition - ne sera inquiété, et ce, malgré la connaissance du risque¹⁸, on peut s'imaginer facilement les éléments de sûreté d'une telle initiative. On ne prendra pas la peine de discuter, ici, des coûts de cette vision « atomique »¹⁹.
- Annonce unilatérale d'un projet de tunnel sous l'état Gambien, pour faire face aux problèmes frontaliers et afin de désenclaver la Casamance²⁰, alors que le Sénégal assure aujourd'hui péniblement cette mission, aux plans routier, maritime et aérien, et, que le rail sénégalais est à l'agonie. Là aussi, on ne discutera pas du coût, proprement pharaonique, d'un tel « projet ».
- Il y a mieux : Goana. La Grande offensive pour la nourriture et l'abondance²¹. On reste sans voix. Un slogan aux accents maoïste grande époque sur des lèvres libérales. On attend, inquiets, le petit livre orange du guide suprême, sauveur de la nation. La communication de crise est un métier²².

¹⁶ Annonce faite à Touba le 05/09/2007, dans un pays, où, face aux délestages de la SENELEC, la possession d'un groupe électrogène est quasiment devenue indispensable pour les professionnels. Voir également « Manifestations violentes contre les délestages excessifs : Des agences de la Senelec saccagées », Le Quotidien, Dakar 10/10/2008 -

http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=2042&Itemid=9

¹⁷ « Sénégal: Karim Wade reçu par Sarkozy - Une centrale nucléaire civile au Sénégal » - *Le soleil*, 27/08/2008.

¹⁸ Moustapha Niasse, ancien premier ministre d'Abdoulaye Wade a déclaré : « Je jure sur le coran ou la bible ; depuis février 2002 le gouvernement sénégalais savait que le »Joola« risquait de sombrer ... » *Sud Quotidien* (<http://www.sudonline.sn/spip.php?article243>), 09/02/2007

¹⁹ Chacun sait la nécessité d'une culture et d'un tissu industriel, comme préalable à l'exploitation du nucléaire civil. Or, malgré la quantité d'ingénieurs sénégalais brillants dans tous les domaines, l'industrie sénégalaise reste à construire : on ne met pas la charrue avant les bœufs. A quoi servirait une centrale nucléaire construite avant l'émergence de ses propres clients ?

²⁰ « Le bac de la discorde » - *Jeune Afrique*, 25/09/2007.

²¹ Elle prévoit, en l'espace de 6 mois et à partir du mois d'octobre 2008, une production de deux millions de tonnes de maïs, trois millions de tonnes de manioc, 500 000 tonnes de riz paddy et deux millions de tonnes pour les autres céréales (mil, sorgho, fonio). Pour l'élevage, les objectifs portent sur une production de 400 millions de litres de lait et 435 000 tonnes de viande. En 6 mois.

Inutile de s'infliger la suite d'une liste, qui est très loin d'épuiser les « visions » présidentielles : doit-on se préparer demain à l'annonce d'un Grand Programme Spatial Informel Sénégalais, visant à établir des dibiteries²³ en orbite terrestre à l'horizon 2012 ? Tout est désormais possible.

Malheureusement, ce qui est dit à l'adresse des populations sénégalaises, afin de leur faire espérer la prospérité et un avenir résolument tourné vers l'avenir, est connu des chancelleries étrangères. En conséquence, la crédibilité du Sénégal sur la scène internationale, en tant qu'Etat, va, on l'imagine aisément, se dégrader considérablement. On rit à peine sous cape, des foudres du premier magistrat. On rit du pays de Lat Dior, de Cheikh Bamba, de Cheikh Tidiane, de Blaise Diagne, de Senghor, de Mamadou Dia, de Cheikh Anta Diop et de tant d'autres. On se moque d'un pays dont la réputation s'est construite patiemment, non en raison de ses richesses, mais grâce à la qualité d'hommes et de femmes, qui n'ont pas attendu Abdoulaye Wade pour porter haut les couleurs du Sénégal.

Une offensive de TGV nucléaires dans un tunnel sous la Gambie, voilà ce que le monde entier doit comprendre des visions d'Abdoulaye Wade, président d'un pays où l'essentiel de la population se déplace aujourd'hui dans des fourgonnettes hors d'âge, les N'diaga N'diaye. On hésite entre le rire et les larmes.

5 - L'instrumentalisation de l'opinion intérieure et des confréries religieuses

Néanmoins, entre deux diarrhées verbales, Abdoulaye Wade va vouloir inscrire sa marque dans la chair de son pays, grâce à de grands chantiers, plus *concrets*. En effet, consécutivement à une amélioration des recettes fiscales, suivie de la sortie partielle des plans d'ajustements structurels²⁴, récoltant les fruits de la terrible régulation monétaire de 1994²⁵ qui frappa durement la société sénégalaise, et grâce notamment à la sueur des travailleurs expatriés²⁶, le nouveau régime va construire.

Disposant donc de ressources « fraîches »²⁷, routes, échangeurs et aménagements divers vont être lancés. Dans un contexte de confiance excessif²⁸, d'opérations étranges sur le patrimoine de l'état²⁹, et, au prix d'alliances mal négociées³⁰ par le gouvernement, les sénégalais vont voir surgir de terre, en quelques années, plus d'infrastructures visibles, que pendant tout l'interminable fin de règne de l'administration socialiste. « *Pa bi, dey ligeye, au moins* »³¹. Enfin du *concret*. On en discutera plus tard, avec la génération éponyme.

Toujours est-il, qu'en effet, ces travaux – dont certains sont indiscutables³² – participent à la formation d'une opinion intérieure, résumée par un slogan : *le Sénégal qui gagne*. Cette perception, matérialisée à Dakar par les

²² « Sénégal: Violente répression de la manifestation de l'Ascosen - Les premières émeutes de la faim au Sénégal », Wal Fadji, Dakar, 31/03/2008

²³ Restaurants populaires proposant de la viande grillée.

²⁴ « [...] avec l'augmentation des recettes fiscales de l'Etat, les institutions de Bretton Woods n'ont plus de raisons de maintenir l'un des dispositifs des programmes d'ajustement structurel sous Abdou Diouf : l'encadrement strict de la masse salariale [...] ». in Momar-Coumba Diop, « Le Sénégal à la croisée des chemins », *Conjoncture n°104*, Politique Africaine, Bordeaux, Décembre 2006. P. 103

²⁵ Le 11 janvier 1994, les quatorze pays de la zone franc vont, sous pression du FMI et de la Banque Mondiale, dévaluer le franc CFA de 50%. Cette mesure, si elle relance la compétitivité, va affecter très fortement le pouvoir d'achat de leurs populations.

²⁶ « Entre 1999 et 2003, les transferts des migrants seraient passés de 100 milliards à 242 milliards de francs CFA, selon des données publiées par S. M. Tall qui précise, toutefois, que ces montants ne prennent pas en compte les envois empruntant les réseaux informels » in Momar-Coumba Diop, « Le Sénégal à la croisée des chemins », *Conjoncture n°104*, Politique Africaine, Bordeaux, Décembre 2006. P. 116

²⁷ Le chef de l'Etat ira jusqu'à dire, dans une intervention télévisée à Touba, qu'il sollicite des prières afin d'être guidé dans l'utilisation des fonds *considérables* mis à sa disposition.

²⁸ « Les investisseurs se bousculent aux portes du Sénégal » rappellera souvent le président

²⁹ Voir les conditions d'attribution d'une licence d'opérateur mobile à Sentel et plus généralement la libéralisation du secteur des télécom par exemple - *Batik* n° 110, Panos, Dakar, septembre 2008.

³⁰ Le Maroc, pays ami, mais dont certains intérêts sont en « compétition » avec ceux du Sénégal en est une illustration: peut-on, par exemple, placer l'un des leviers principaux du tourisme sénégalais, l'aérien, entre les mains d'un concurrent plus puissant? Voir Air Sénégal International.

³¹ « Le vieux travaille, lui, au moins »

³² Sur le principe, l'autoroute Dakar-Diamniadio, par exemple.

chantiers en cours et leurs nuisances, aura son importance. Au-delà du clientélisme classique, lors des élections présidentielles de 2007, de nombreux électeurs vont alors penser, malgré un mécontentement grandissant, que la plus grande probabilité de voir s'achever ces travaux était encore représentée par le pouvoir en place. D'où un vote Wade par défaut, qui en dit long sur la crédibilité d'une opposition, parfois encore assise autour du bol³³ avec le pouvoir³⁴. C'est là, sans doute, une des explications de la réélection d'Abdoulaye Wade, sans doute incontestable, y compris avec les allégations de fraudes. Bien joué.

Sur le plan des leaders d'opinion, le Sénégal va également assister à une instrumentalisation, parfois consentie jusqu'à la compromission, des régulateurs traditionnels de la vie sociale et spirituelle, que sont les confréries religieuses. On pourrait l'illustrer par une série de questions :

- 1/ Peut-on, par exemple, recevoir d'un homme, réputé impécunieux, juste avant sa nomination ou son élection, des millions de francs CFA en liquide, juste après celle-ci ?
- 2/ Autrement dit, peut-on, à cet instant, oublier à qui appartiennent ces millions. C'est-à-dire à une nation sénégalaise dont les membres sont dans leur écrasante majorité pauvres et d'appartenances spirituelles diverses, et qui n'ont, au surplus, jamais commandé à leur représentants, une telle offrande ?
- 3/ Ayant connaissance de cette situation, celui qui craint Dieu, peut-il se satisfaire devant Lui, d'une explication invoquant des fonds dont l'usage serait discrétionnaire ?
- 4/ La Zakat ou toute autre contribution, peut-elle être reçue, devant Dieu, de mains qui ont volé impunément l'Oumma ? Et celui qui l'accepte dans de telles conditions, peut-il se prévaloir d'une quelconque dignité dans la communauté des Croyants, quelque soit cette communauté ?
- 5/ Si, toutefois, les mains qui reçoivent, en se réclamant de telle ou telle communauté religieuse, sont considérées comme déviantes par celles-ci, pourquoi les voix de leurs représentants, celles qui doivent dénoncer au plan moral, recadrer au plan social et sanctionner au plan spirituel, sont-elles aussi faibles et sans effet ?

Un nombre croissant de sénégalais s'interrogent. Face à un silence complice, le risque de voir ces mêmes sénégalais se tourner vers une approche radicale de leur Foi, en dehors des structures traditionnelles, s'ils estiment avoir été trahis par elles, est grandissant. Lorsqu'aujourd'hui, des jeunes sont prêts, en nombre, à sacrifier leur vie dans des pirogues pour tenter de s'extirper de leur condition, il convient de s'interroger sur ce que l'instrumentalisation de cette frustration extrême peut signifier demain, sur le sol sénégalais.

L'esprit de la Téranga, du dialogue, et, la disposition générale jusqu'ici du peuple sénégalais à préférer les urnes aux soulèvements populaires, ne constituent pas des remparts indestructibles. Bien au contraire, ceux-ci commencent à donner des signes inquiétants de fatigue.

Et ceux qui peinent à retenir un sourire devant cette sombre perspective, devraient se poser cette question : quel serait le sang-froid et les réactions du pouvoir, si les manifestations de 1988, sous Diouf, devaient se reproduire aujourd'hui sous Wade, avec ce potentiel de frustrations ?

Les amis du Sénégal, de l'autre côté de l'océan et par delà le Sahara, devraient sans doute également y réfléchir.

6 - La tentation dynastique

Devant la montée en puissance, lente autant que puissante, du mécontentement populaire, le pouvoir va commencer à être inquiet, craignant le sort sévère que peut réserver l'Histoire. Aussi, pour effacer des traces embarrassantes, et afin de se protéger contre les sombres nuages qui pointent à l'horizon, va naître la tentation dynastique : le fils placera ses pas dans ceux du père.

³³ A table

³⁴ Landing Savané, par exemple, ne quittera pas le gouvernement alors qu'il est candidat à la présidence contre ... le président. Une candidature de témoignage sans doute.

Pour preuve de la compétence et du dévouement de l'héritier, il lui fut donné un marchepied : la préparation de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)³⁵. On allait voir ce que l'on allait voir : construction d'infrastructures, hôtels de grand luxe etc. En bref, une capitale aménagée pour être digne de recevoir les émirs pétroliers, le « grand bond en avant » de Dakar, devant constituer un magnifique préalable aux objectifs électoraux de « junior ».

Mais, du sourire étincelant du *Sénégal qui gagne*, promis par la communication du palais, on ne vit en réalité que des chicots jaunâtres.

Infrastructures mal conçues ; explosion des budgets³⁶ ; capacités hôtelières insuffisantes au point de conduire à la location de paquebot à prix d'or et de réquisitionner des villas privées³⁷ ; dignité de l'état entamée par son incapacité à assurer seul, dans ces conditions, la sécurité de ses hôtes³⁸ ; par conséquent désertion des têtes de délégation pour cause d'amateurisme et d'incompétence³⁹ ; sans mentionner les terribles soupçons de détournements dans les « financements » dédiés à la préparation de l'événement, etc. Voici donc ce que fut l'OCI pour les éminences pétrolières : une occasion supplémentaire de railler « ces africains », décidément incapables.

Quatre ans de préparations, dans l'ombre bienveillante de « monsieur le président » pour un tel résultat, cela, même un patron de « Diaga N'diaye » ne l'aurait jamais toléré de son apprenti. Un président en exercice n'expose pas ainsi son propre fils.

Les voies du seigneur étant impénétrables, cet échec va entraîner, une fois de plus, une fuite en avant. Plutôt que de se replier, d'analyser sagement les causes de ce désastre et surtout de s'alarmer face à l'explosion des dépenses de l'Etat et du caractère surprenant de la tenue des comptes du Trésor Public⁴⁰, une nouvelle mise va être ajoutée sur le tapis vert qu'est devenue la démocratie sénégalaise : en plus de l'héritier, on aura la *génération du concret*.

Du concret, on en a vu avec l'OCI, mais aussi avec les conséquences d'une urbanisation insensée, pendant les inondations de cet hivernage, et après le plan Jaxaay⁴¹ censé, deux ans auparavant, apporter une solution à ce problème récurrent. Du concret, on en a eu avec l'absence de politique économique pérenne, la vente d'actifs

³⁵ La XIe session de la Conférence au sommet de l'Organisation de la conférence islamique s'est tenue à Dakar du 7 au 14 mars 2008 sur le thème "la Oumma islamique dans le XXIe siècle". Cette organisation compte nombre de pays producteurs de pétrole.

³⁶ « A la suite d'infiltrations d'eau, le tunnel sous le marché à poissons de Soumbédioune réalisé par le groupement CDE/Al-Kharafi a dû être creusé à 12 m au lieu de 5,50 m, avec l'appui de la société Sacif. Le surcoût est de 5 milliards F CFA » *La Lettre du Continent*, Paris, 08/11/2007.

³⁷ « [...] C'est un peu la panique à Dakar dans le domaine de l'hôtellerie pour accueillir tous les participants de l'OCI. Plusieurs complexes hôteliers en cours de construction ne seront en effet pas opérationnels. Les travaux des cinq hôtels - dont deux par le groupe espagnol NH-Baobab et un par le groupe sénégalais Thelium - sont ainsi loin d'être terminés. Aussi, l'Agence nationale de l'organisation de la conférence islamique (Anoci) a décidé de louer un bateau de croisière de près de 1 300 chambres. Toutes les chambres ont été réquisitionnées pour les nuitées de la période "OCI" à la grande fureur des tour-opérateurs. Plusieurs belles villas de riches hommes d'affaires libanais, pas toujours en règle avec le fisc, ont également été confisquées. Les travaux d'agrandissement du Palais des congrès de 600 à 1 000 places à l'Hôtel Méridien Président par le groupe Ben Laden ont également pris du retard. [...] » *La Lettre du Continent*, Paris, 07/02/2008.

³⁸ « Selon nos informations, l'ambassadeur du Sénégal en France, Doudou Diop, a été reçu le 30 janvier par Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, en présence de Robert Bourgi. Le Sénégal a demandé l'aide de la France en matière sécuritaire pour la tenue du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), les 12 et 13 mars à Dakar » *La Lettre du Continent*, Paris, 07/02/2008. Des Israéliens se seraient installés dans l'immeuble Holding Kébé à Dakar pour assurer une partie des écoutes téléphoniques du sommet de l'OCI *La Lettre du Continent*, Paris, 06/03/2008. La Jordanie, ou des unités de sécurité sénégalaise irons se former, va envoyer au Sénégal de petites délégations de policiers.

³⁹ « [...] Sans doute inquiets du retard pris dans la mise en place d'une hôtellerie haut de gamme, les principaux bailleurs de fonds de l'Organisation de la conférence islamique (le roi Abdallah d'Arabie Saoudite et l'émir du Koweït Saad Al-Abdullah Al-Salim Al-Sabah) ont boudé et se sont fait représenter. Le colonel Kadhafi s'était aussi mis aux abonnés absents. [...] » *La Lettre du Continent*, Paris, 20/03/2008.

⁴⁰ « Sénégal : Le FMI s'inquiète de "dérapages budgétaires sérieux" au Sénégal » - <http://westafrica.smetoolkit.org/westafrica/fr/content/fr/4484/S%C3%A9n%C3%A9gal-Le-FMI-s-inqui%C3%A8te-de-d%C3%A9rapages-budg%C3%A9taires-s%C3%A9rieux-au-S%C3%A9n%C3%A9gal>

⁴¹ Plan supposé reloger les victimes d'inondations de 2006. Voir à ce sujet le reportage de Jo Gai Ramaka - http://www.dailymotion.com/video/x1y8tl_jaxaay

stratégiques à l'étranger et le fameux plan Oméga. Du concret, la société sénégalaise va en avoir en 2009, avec des finances publiques saccagées, au moment même où la crise financière, dont on ne mesure pas encore la gravité au Sénégal, risque de venir tarir les ressources déjà maigres du pays. Le concret, c'est la disparition pure et simple du mot « développement », lorsqu'au Sénégal, on entre dans l'hôpital public, en 2008.

Un bilan pour lequel l'on se doit d'applaudir le Conseiller à la Présidence, Karim Wade, et le Secrétaire Général de cette instance, Abdoulaye Baldé, en raison de leur participation dévouée, aux côtés de « Maître Abdoulaye ».

« Junior candidat ! », la *génération du concret* est en marche.

Que l'on ne se trompe pas ici. Rappelons que tout sénégalais répondant aux exigences prévues par la loi⁴², a le droit de se présenter à une élection dans son pays, fût-il le fils du président en exercice.

Mais, si ce sont les lois qui doivent répondre aux exigences d'un candidat, tous les sénégalais, à l'intérieur comme à l'extérieur, doivent se lever et se préparer à combattre pour défendre leur pays.

7 - L'ascension aux extrêmes

Il faut donc faire taire les voix discordantes. Celles qui pourraient gêner l'ascension du fils et troubler la retraite du père. Celles qui interrogent *concrètement* les résultats de l'administration Wade, et sa manière de servir le pays. Le moment est donc venu pour le pouvoir, de réviser les grands classiques : répression à l'intérieur, démocratie à l'extérieur. Sourires à Genève, bastonnades à Dakar. C'est l'Afrique patron ...

Le Sénégal, en cet hivernage 2008, s'est donc rapidement réduit à une injure opportune : Farba Senghor⁴³. Un nervi, dont les épaules sont cependant trop frêles pour supporter la responsabilité d'un pouvoir, celui d'Abdoulaye Wade, qui a fait de cet homme un ministre de la République. Sa nomination fut en quelque sorte le reflet objectif d'une psychologie présidentielle mise à nue : un profond mépris du peuple sénégalais, de son histoire et de son Etat, sous les dehors aimables de *ngorsi*.

Un mépris dont la racine est sans doute à trouver dans la représentation, qu'Abdoulaye Wade se fait de sa propre biographie. Là aussi, un gâchis. Wade, au fond, vaut mieux que cette mascarade inutile.

Mais pour l'heure il y a le feu au Sénégal.

Demain il y aura des manifestations, sévèrement réprimées par un pouvoir aux abois ; après-demain on brûlera ici un véhicule de police et là-bas un homme en tenue sera frappé ; ensuite ce sera l'ascension aux extrêmes, suivant la spirale bien connue : manifestations / répression.

Face à une sûreté réduite - parfois à son corps défendant - à l'état de milice armée, avec à ses côtés des khmers bleus⁴⁴, les acteurs prépondérants ou émergents, de la vie politique sénégalaise, vont inévitablement se doter de moyens de protection illégaux pour faire face. C'est le début de l'escalade. Tôt ou tard, un affrontement va dérapier, le sang va couler. Potentialisé par la radicalisation des innombrables jeunes livrés au désespoir, l'impensable pourra alors se produire : la violence se fera jour dans les rues. Que va-t-il se passer ?

- L'armée sénégalaise, quelque soient les nominations politiques, s'agissant du corps des officiers et des sous-officiers, respectés dans leur situation de commandement, est loyaliste, peu désireuse d'arbitrer les

⁴² Notamment, s'agissant de l'élection présidentielle, l'article 28 de la constitution : « Tout candidat à la Présidence de la République doit être exclusivement de nationalité sénégalaise, jouir de ses droits civils et politiques, être âgé de 35 ans au moins le jour du scrutin. Il doit savoir écrire, lire et parler couramment la langue officielle. »

⁴³ Farba Senghor, homme à tout faire d'Abdoulaye Wade, est selon ses dires, diplômé de « l'Ecole nationale d'administration de Rome » dont on ne trouve nulle trace. Il fut chargé de la propagande du PDS, conseiller spécial du président puis ministre. On a rappelé dans la note de bas de page n°4 du présent document, quelques exploits citoyens de cette personnalité, qui en toute occasion se targue, sans être démenti, d'être dans l'intimité du président et de son épouse.

⁴⁴ On fait référence ici aux « calots bleus », milice du PDS, qui ira jusqu'à infiltrer l'appareil sécuritaire de l'Etat sénégalais. Le neveu du président, Lamine Faye, en est une consternante illustration pour les professionnels de la sûreté d'Etat.

confrontations politiques, suivant en cela sa tradition. Si elle doit malgré tout intervenir, ce ne sera pas une bonne nouvelle pour la pérennité du régime en place. Ni pour la démocratie sénégalaise.

- Compter sur le joker français, les forces françaises du Cap-Vert, est une pure illusion. L'armée française, enkystée sur d'autres fronts, sans moyens hors du court terme et mal dirigée à son sommet, ces temps-cis, n'a pas d'autre possibilité réaliste que d'évacuer les ressortissants en cas de vrai problème, et, de compter les points. Elle n'a absolument pas les moyens de maîtriser une crise majeure, a part sécuriser la route de l'aéroport et quelques aires sensibles, si nécessaire. Plus vraisemblablement, il s'agira pour elle de renforcer les moyens de l'armée sénégalaise, afin de rétablir l'ordre, en s'appuyant sur des officiers entraînés et sûrs. Retour au point précédent.
- Par ailleurs, si Robert de Mortier⁴⁵, connaît bien les forces de sécurité du pays, tout comme son cousin Condé de Beauvau⁴⁶, tous les deux connaissaient encore mieux celles de Côte d'Ivoire.

Chacun sait ce qu'il advint d'Henri Konan Bédié. Puis, de l'option militaire, avec Robert Gueï.

- Quant-à faire appel à des « consultants » extérieurs pour faire de la « gestion de crise », ce serait avoir la naïveté de croire, que Sénégal se contrôle comme le Tchad ou la république Centre-Africaine.

C'est donc avec le peuple sénégalais et personne d'autre qu'Abdoulaye Wade et ses partisans vont devoir, seuls, s'expliquer.

La société sénégalaise n'a semble-t-il, aujourd'hui, pas d'autre solution que d'imposer à Abdoulaye Wade, sur tous les terrains, un rapport de force républicain, mais, sans concessions.

Un rapport de force qui fasse reculer, sous la pression, le régime et ses dérives. Un rapport de force qui oblige à l'abandon de toute tentative de coup d'état constitutionnel, et, qui exige des hommes et femmes politiques encore dignes de ce nom, de se réunir au sein d'**une** formation d'opposition **puissante et respectée**.

Il est grandement temps qu'au Sénégal se constitue une alternative **politiquement crédible**, avec un capitaine de tempête, un **programme de gouvernement**⁴⁷, un **agenda**, et, enfin, un vivier de personnels capables de **servir l'Etat** comme il se doit, le moment venu.

C'est, probablement, l'enjeu historique le plus important, depuis l'indépendance du Sénégal.

Amath
Octobre 2008

⁴⁵ Services de renseignement extérieur français

⁴⁶ Coopération policière française.

⁴⁷ A la différence des présidentielles de 2007 ou à ma connaissance, il ne fut jamais question du développement industriel, de celui du tourisme, des mesures à prendre pour préserver les ressources halieutiques etc.